



Bonne chance aux étalons pour les quarts de finale



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°283 du samedi 28 janvier 2017 / Tél: +226 76 60 97 21 / +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Vos offres d'emploi à partir de la page 13.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Réponses aux doléances
et préoccupations
des organisations
syndicales : Le
Gouvernement rencontre
les partenaires sociaux**

page 6



**Incendie du marché de
Koupéla :
Le CONASUR et La chambre
consulaire apportent de l'aide
aux commerçants du grand
marché de Koupéla**

Page 2

Visitez également notre site www.sciences-campus.info



Incendie du marché de Koupéla : Le CONASUR et La chambre consulaire apportent de l'aide aux commerçants du grand marché de Koupéla

Région du Centre Est



La remise officielle au président du comité de gestion du marché des mains du Haut-commissaire du Kourittenga, Auguste Kinda (à gauche).

5 tonnes de riz et 10 tonnes de maïs offerts par les élus consulaires de la chambre de commerce et le Comité Nationale de Secours d'Urgence (CONASUR) ce samedi 21 janvier 2017 à Koupéla dans la province du Kourittenga.

Suite à l'incendie du grand marché de Koupéla dans la province du Kourittenga survenu le 16 janvier 2017 les élus consulaires de la chambre de commerce et

le Comité Nationale de Secours d'Urgence (CONASUR) ont par la voix de leurs présidents apportés un soutien aux sinistrés de l'incendie dudit marché.

200 sacs de riz de 25 kg soit 5 tonnes ont été remis officiellement au président du comité de gestion du marché des mains du Haut-commissaire du Kourittenga, Auguste Kinda. « Les élus consulaires ont apporté ce soutien urgent afin que les commerçants qui ont perdu leurs

machandises puissent palier aux besoins fondamentaux ». Ces sacs ont été offerts dans le souci de soutenir les 400 commerçants victimes et leurs familles.

D'autres projets d'aide sont en vue explique El Adj Madi Baka, vice-président des élus consulaires du Centre-Est. « Nous sommes toujours en réflexion avec le président national de la chambre consulaire et nous pensons que le meilleur viendra. » ajoute El Adj Madi Baka.

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.



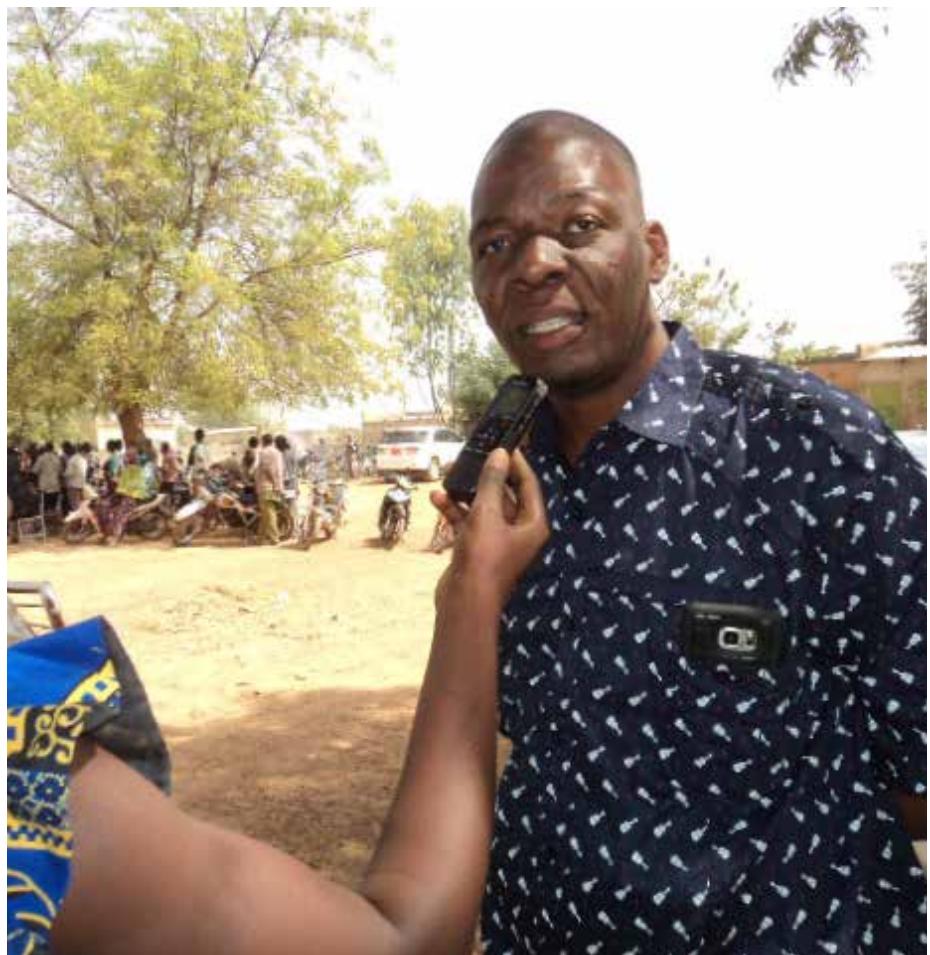
Les 5 tonnes de riz et 10 tonnes de maïs offerts par les élus consulaires de la chambre de commerce et le Comité Nationale de Secours d'Urgence (CONASUR).

Notons que le représentant du Chef coutumier de Koupéla, Naaba Yemdé, est venu soutenir les donateurs et les remercier pour ce geste noble.

Il a également lancé un appel à la compréhension car selon lui, ce don est loin de satisfaire tous qui sont dans le besoin.

IL faut signaler que le CONASUR a aussi envoyé des vivres qui vont toujours dans le cadre de l'accompagnement des sinistrés. Environ 10 tonnes de vivres ont été offerts.

Amédée W. SILGA
silgaamedee@yahoo.fr



D'autres projets d'aide sont en vue explique El Adj Madi Baka, vice-président des élus consulaires du Centre-Est.

Outiller les Directeurs d'école pour une meilleure protection de l'enfance

Région des Cascades

Un atelier de formation de sensibilisation et d'information a été organisé le 29 Décembre 2016 par le Projet R-CLES au profit de 25 Directeurs d'Ecole qui sont situées à proximité de sites d'aurifères.

L'objectif de cet atelier était de renforcer les compétences des directeurs d'école sur les pires formes de travail des enfants dans les champs de coton, sur les sites d'orpaillage, ainsi que les mécanismes de prise en charge et de rapportage de la

fréquentation scolaire des enfants.

Pour lutter efficacement contre les pires formes de travail des enfants, le réseau de protection de l'enfance (RPE) de la Comoé a été mis en place en Janvier 2014 avec l'appui technique et financier de l'ONG International Save the Children International. Suite à cette mise en place un plan d'actions 2016 a été élaboré dont l'objectif globale est de renforcer la collaboration des acteurs impliqués dans la lutte.

Le Réseau de protection de

l'Enfance de la Comoé (RPE), sa structuration, son fonctionnement et ses domaines d'interventions, le projet R-CLES et la fiche de suivi quotidienne des enfants bénéficiaires du projet R-CLES dans les écoles partenaires ont été présenté aux participants.

Une communication a été aussi faite pour donner des notions aux participants sur le Travail des enfants (les pires formes du travail des enfants les travaux légers).

Jean-Paul Yekpaye pour SCI



Dominique Hilboudo, coordinateur Régional du projet R-CLES.



Les participants.



ANNONCE



RECRUTEMENT DE CABINET COMPTABLE

OTC recherche un cabinet comptable pour :

1. Etablissement des états financiers 2016 : **Elaborer les états financiers de chaque composante de OTC pour un but exclusivement organisationnel de la coordination.**
2. Assistance comptable mensuel : **il s'agit de** vérifier les opérations comptables tout au long de l'année pour en assurer la fiabilité continue et prodiguer les conseils d'usage.

Qualifications :

- Etre un cabinet agréé ou d'expertise comptable ;
- Avoir une expérience auprès des petites entreprises

Les candidats intéressés peuvent soumettre la présentation du cabinet à l'adresse email suivante : direction@otc.bf ou à OTC Avenue des Tang Soaba, 500 mètres du SIAO, ZAD plus tôt.

www.formationenligne.bf / Tél : 25377350 / 61 07 09 09



**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



Réponses aux doléances et préoccupations des organisations syndicales : Le Gouvernement rencontre les partenaires sociaux

Région du Centre



La rencontre des Syndicats des travailleurs, sous la présidence du Premier Ministre, Paul Kaba THIEBA.

Le mardi 24 janvier au titre de l'année 2016. 2017, la salle du dialogue social, sise à l'immeuble Baoghin à Ouagadougou, a servi de cadre à l'ouverture de la rencontre annuelle Gouvernement/Syndicats des travailleurs au titre de l'année 2016, sous la présidence du Premier Ministre, Paul Kaba THIEBA. Prévue pour se tenir du 24 au 31 janvier 2017, cette rencontre bipartite a pour mission d'examiner l'état de mise en œuvre des engagements du Gouvernement en 2015 et les réponses aux doléances et préoccupations des organisations syndicales des travailleurs

Convaincues que le dialogue social inclusif et sincère est le fondement de toute stabilité politico-socioéconomique de tout Etat en quête d'un meilleur rayonnement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les autorités burkinabè ont institué depuis 2008, la rencontre annuelle Gouvernement/Syndicats des travailleurs qui s'est révélée au fil des années comme un moyen de consolidation du dialogue social, levier de la paix sociale et du renforcement de la gouvernance.

Une fois de plus cette tradition

sera respectée du 24 au 31 janvier 2017, dates auxquelles la partie gouvernementale et les partenaires sociaux se sont donné rendez-vous en vue d'examiner l'état de mise en œuvre des engagements du Gouvernement en 2015 et les réponses aux doléances et préoccupations des organisations syndicales des travailleurs au titre de l'année 2016.

A l'ouverture des travaux, le président de mois des centrales syndicales, Paul KABORE, a rappelé qu'en 2016, le Burkina Faso a connu une hausse sensible des préoccupations émanant

La suite à la page 7.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

des travailleurs issus de diverses couches socioprofessionnelles (administration publique, parapublique et privée...). En cela, il a indiqué que des mesures claires et satisfaisantes ont été octroyées à certaines corporations, tandis que d'autres fondent l'espoir sur l'aboutissement de la présente rencontre bipartite.

Dans le même esprit, Paul KABORE a soutenu que les engagements pris par le Gouvernement en 2015 n'ont pas été respectés alors que les syndicats marquent un profond attachement au principe de la parole donnée, un préalable auquel il conviendrait, selon lui, de porter une attention particulière.

« Ce préalable est d'autant plus justifié qu'une décision unilatérale a été prise par le Gouvernement sur l'IUTS au mépris des conclusions de la commission bipartite mise en place à cet effet. Nous condamnons vivement cette pratique aux antipodes de nos valeurs de dialogue. Nous exigeons de ce fait une réponse claire et nette du Gouvernement sur la question », a-t-il martelé. Néanmoins, il a rassuré de la disponibilité et de l'engagement des partenaires sociaux à



Les participants.

œuvrer pour un climat social apaisé tout en mettant un point d'honneur au dialogue franc, sincère et constructif. De l'avis de Paul Kaba THIEBA, le Gouvernement accorde une place importante au dialogue social, incontournable pour la consolidation de la démocratie, du progrès économique et social du Burkina Faso.

« Cette volonté de dialogue social exprimé par le Président du Faso dans son programme politique traduit également la volonté de mon Gouvernement de maintenir

et de développer les cadres de concertation pour travailler dans le sens des intérêts des travailleurs et du peuple burkinabè », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le Premier Ministre, a laissé entendre que le Plan national de développement économique et social (PNDES) s'est fixé pour objectif global de transformer structurellement l'économie burkinabè et ce, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social.

Mais, pour la réalisation du



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.

PNDES devant aboutir au bonheur du peuple burkinabè, M. THIEBA en appelle à d'énormes sacrifices notamment l'ardeur au travail et la préservation d'un front social plus paisible. Aussi, un appel est-il lancé aux partenaires sociaux à créer les conditions nécessaires à la relance économique et à la paix sociale.

En ce qui concerne les préoccupations des travailleurs, le Premier Ministre a affirmé que le Gouvernement s'attèle au respect des engagements pris le 11 septembre 2015. Il en veut pour preuve le rapport du Comité technique bipartite de suivi des résultats des rencontres Gouvernement/Syndicats des travailleurs qui indique que nonobstant les difficultés objectives ayant entravées la mise en œuvre de certains engagements, treize (13) engagements avaient été tenus,

six (06) en cours d'exécution et un (1) dont le terme n'est pas échu, à la date du 24 novembre 2016.

« Bien entendu, tous les engagements n'ont pas le même poids et la même portée et je me réjouis de ce que les plus importants en termes d'impact aient été exécutés. Il s'agit de la mise en œuvre de la loi 081, de la baisse cumulée de 80 F CFA du prix à la pompe des hydrocarbures, de l'adoption des lois portant création et régime juridique de la fonction publique territoriale, etc. », a-t-il cité.

S'agissant du cahier de doléances du 1er mai 2016, des suites idoines, à son sens, ont été données aux préoccupations soulevées à travers les réponses du Gouvernement. Conscient de la contribution des syndicats à la construction démocratique et à la quête pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs

du Burkina Faso, le Premier Ministre THIEBA a déclaré que le Gouvernement n'a eu de cesse d'accompagner les partenaires sociaux et de multiplier les efforts pour solidifier ce partenariat.

Au titre des acquis, il a énuméré le maintien de la subvention accordée aux organisations syndicales, l'effectivité de la loi 081 et la poursuite de la mise en œuvre des lois régissant les collectivités territoriales et les établissements publics de l'Etat, etc. Avant de clore son propos, le Chef du Gouvernement a invité les organisations syndicales, tout en jouant leur rôle, de tenir compte du contexte particulièrement difficile du Burkina Faso durement éprouvé par les turbulences de ces dernières années et confronté à des défis d'ordre sécuritaire.

DCI/PM

publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info



Lotissements à Pabré : des irrégularités constatées dans les opérations d'attribution

Région du Centre



La présentation du rapport d'investigations sur la gestion des opérations de lotissements et d'attributions des parcelles dans cette commune.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré a présidé le mardi 24 janvier 2017 dans la salle des fêtes de la mairie de Pabré, la rencontre de présentation du rapport d'investigations sur la gestion des opérations de lotissements et d'attributions des parcelles dans cette commune. A cette occasion, Simon Compaoré, a longuement échangé avec les populations sur toutes les questions relatives à la gestion des parcelles qui préoccupent bon nombre d'entre elles.

« Les investigations font suite à une série de dénonciations faites par les populations de Pabré entre 2008 et 2016 à l'endroit des autorités administratives particulièrement sur la gestion des parcelles », a expliqué le ministre d'Etat dès l'entame de la rencontre. Au regard de cette situation, le ministre en charge de l'administration du territoire a mandaté une équipe de l'Inspection technique des services de son département afin d'effectuer un contrôle approprié desdites opérations de lotissements et d'attributions des parcelles. De la présentation du rapport faite par l'Inspecteur Général des Services (IGS), Saïdou ZETIYENGA, il

ressort qu'il y a eu des irrégularités dans les opérations de lotissements et les attributions des parcelles.

Selon M. ZETIYENGA, ces irrégularités portent essentiellement sur la conduite des opérations sans autorisation de lotir, le non-respect de la procédure de validation des plans de lotissement, les insuffisances dans le processus d'identification des résidents et non-résidents, la violation des dispositions légales relatives à la composition des commissions d'attribution des terres à usage d'habitation, l'immixtion d'un inspecteur technique des services dans les travaux des commissions

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

d'attribution des parcelles à usage d'habitation de Sag-nioniogo et de Pabré centre, l'exécution d'un lotissement clandestin dans le village de Sabtenga. « Plus de 200 attributions irrégulières dont des attributions de parcelles parlementaire en lieu et place de la commission, des attributions de plus d'une parcelle à certaines personnes dans le même lotissement, des doubles attributions, des attributions de parcelles à des personnes mineures ... », ont été décelées dans le rapport. L'IGS, a toutefois souligné, que ces données sont en deçà de la réalité.



Des irrégularités ont été constatées dans les opérations d'attribution.



L'assistance.

De l'ensemble de ces irrégularités, M. ZETIYENGA et son équipe ont recommandé entre autres l'annulation des attributions des parcelles à usage d'habitation pour les lotissements, la mise en place d'une commission ad'hoc chargée de réexaminer tous les dossiers de demandes de parcelles des lotissements, l'ouverture d'une enquête judiciaire au sujet des cas de trafics sur les parcelles,

notamment en ce qui concerne les lotissements de Pabré centre extension, de Katabenga et de Sabtenga/Bendatoega, l'ouverture de poursuites judiciaires contre les mis en cause. Le Ministre d'Etat pour sa part a rassuré sur la suite de cette affaire. « Le document a été transmis à l'ASCE et à la justice pour des investigations plus poussées », a conclu Simon Compaoré.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



Le nouveau bureau du SYNAG se présente au Garde des Sceaux

Région du centre

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a reçu dans l'après-midi du lundi 23 janvier 2017, le Syndicat National des Greffiers (SYNAG).

Le ministre était assisté du Directeur des ressources humaines (DRH) du ministère, Hermann YABRE et du conseiller technique, Paul TAPSOBA.

Selon Jean LANKOANDE, chargé de communication du SYNAG, il s'est agi d'une prise de contact et de présentation du nouveau bureau du Syndicat National des Greffiers.

« L'occasion faisant le larron, les responsables du SYNAG ont profité échanger sur certains sujets urgents du moment : recrutement, adoption de décrets et divers », a confié Jean LANKOANDE.



Le ministre Bessolé René BAGORO.



Le ministre Bessolé René BAGORO a reçu le Syndicat National des Greffiers (SYNAG).



Musée de la Musique

Georges OUEDRAOGO



Situation géographique :

Avenue Capitaine Thomas SANKARA, face à l'entrée principale du Lycée Philippe Zinda KABORE

Heure d'ouverture :

Le Musée de la Musique est ouvert aux visiteurs du **Mardi au Samedi de 09h à 15h30mn.**

Nationaux

Elèves : 100 FCFA

Etudiants : 250 FCFA

Adultes : 500 FCFA

Autres nationalités : 1 000 FCFA

La vitrine de la Musique traditionnelle !

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS
ET DU TOURISME
OUAGADOUGOU
BURKINA FASO

muse.musique@yahoo.fr

La Régie : (+226)76859213

Le Conservateur : (+226)78096899



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Logistique et coordinateur administratif (M / F) Liban - Beyrouth

Description

Depuis plus de 30 ans, Médecins du Monde, une organisation médicale campagne engagée à la solidarité internationale, a pris soin des populations les plus vulnérables à la maison et à l'étranger. Il a continué à mettre en évidence les obstacles qui existent dans l'accès aux soins de santé et a obtenu des améliorations durables dans les politiques de la santé pour tous. Ceux qui travaillent pour cette organisation indépendante ne dispense pas uniquement les soins et le traitement, mais condamnent les violations de la dignité humaine et des droits et de lutter pour améliorer les choses pour les populations vivant dans des situations précaires. MdM travaille actuellement dans 44 pays sur tous les continents où il se concentre sur 4 domaines prioritaires: prendre soin de la santé des migrants et des personnes déplacées, la promotion de la santé sexuelle et reproductive, la réduction des méfaits associés à l'usage de drogues, les situations d'urgence et de crise.

MdM travaille au Liban depuis près de 30 ans et plus particulièrement sur la réponse à la crise syrienne depuis 2012. L'objectif de MdM au Liban est d'offrir des soins aux réfugiés syriens et libanais vulnérables touchés par cette crise.

Pour mettre en œuvre et suivre les activités, la mission a été mis en place avec une équipe de 35 personnes dirigée par 6

coordinateurs.

TÂCHES ET RESPONSABILITÉS:

Comme logistique et coordinateur administratif, vous travaillez sous la supervision directe du coordinateur général et en étroite collaboration avec les autres coordinateurs de l'équipe. Vous êtes le supérieur hiérarchique direct du gestionnaire logistique et l'administrateur.

Vous travaillez également sous la supervision technique du coordinateur financier régional basé à Amman et ont des contacts réguliers avec la comptabilité, Hrand les services logistiques et le contrôleur financier à l' AC.

Plus précisément, vous:

-Est Responsable de la gestion de la comptabilité et de la trésorerie de la mission.

-Construisez Le budget annuel et donateur, assurer le suivi et de préparer des amendements périodiques.

-Assurer L'utilisation correcte des fonds et le respect des règles du donateur.

Rapports financiers et logistiques
-Préparer.

-Est Responsable de la gestion administrative et de la logistique.

-Superviser, Coordonner et renforcer les capacités de l'équipe administrative et logistique.

Procédures de passation des marchés
-Assurer MdM sont respectés et développer la stratégie d'approvisionnement.

-Assurer RH globale et gestion administrative du personnel

national (recrutement, formation, contrats, paiement, etc.)

surveillance -Assurer de la législation et les pratiques locales.

-Contribuer À la gestion et le suivi du partenariat avec les associations locales assurant les complaisances financières et administratives sont respectées.

-Fournir Un soutien technique aux partenaires dans la gestion administrative et financière et de participer à la définition des zones pour le renforcement des capacités.

-Gérer Les relations avec la banque et le conseiller juridique de la mission.

-Represent MdM participer aux réunions inter ONG.

CONDITIONS D'EMPLOI:

Statut: Employé

Contrat: Contrat à durée déterminée

Durée: 12 mois

Date de début: mi - Février, 2017

visites de terrain dans la vallée de la Bekaa.

affichage de la famille possible

COMPÉTENCES ET EXPÉRIENCE NÉCESSAIRES:

Expérience humanitaire et de développement contexte

Expérience en coordination administrative, la logistique est un atout

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

Expérience dans la gestion des ressources humaines / équipe obligatoire

Expérience dans le renforcement des capacités et à travailler avec des partenaires

Bonne maîtrise du logiciel SAGA serait un atout

Capacité à créer et à mettre en œuvre des procédures

Capacité à travailler dans un contexte de sécurité instable et d'appliquer des règles strictes de sécurité

Excellent esprit d'équipe et joueur d'équipe

Sens de l'organisation, la gestion du temps et de la rigueur

Capacité à gérer les priorités et

de prendre des décisions rapides

Langues: anglais obligatoire français et en arabe, un atout

Vous êtes engagé aux valeurs de MdM en tant qu'organisation et motivé par sa non-statutaire, le modèle NFP.

APPLICATIONS DE TÉLÉPHONE NE SERONT PAS ADMIS

Médecins du Monde se réserve le droit de combler le poste vacant avant la date de clôture des candidatures.

MdM se lève pour l'intégration des personnes handicapées et de lutte contre la discrimination.

Ville Beyrouth

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités E c o n o m i e , Finance, Administration, Logistique, Mécanique, Santé

Pays Moyen Orient, Liban

Contrat CDD

Documents à envoyer

Cv et lettre de motivation

Postuler en ligne

https://mdm.profilsearch.com/recrute/intranet/fo_a n n o n c e _ v o i r .id=1836&idpartenaire=127

Date de fin de validité

18/04/2017



Avis de recrutement

**Poste: CONSEILLER
TECHNIQUE SPECIAL
EDUCATION - HANDICAP LE
CAIRE (EGYPTE)**

Description

1- PRESENTATION GENERALE:

- Titre du poste: Conseiller Technique Education spéciale
- Lieu: Le Caire (Egypte)
- Rapport: Pays coordonnateur
- Contexte général:

Asmae est une solidarité internationale ONG française spécialisée dans le développement de l'enfant. Indépendante, non religieuse et non politique, il est ouvert à tout

le monde.

Créé en 1980 par Sœur Emmanuelle après son expérience avec des charognards dans les bidonvilles de l'Egypte, Asmae continue à respecter les valeurs et les méthodes de son fondateur: écoute et de proximité, le pragmatisme, le respect des différences, le professionnalisme et la réciprocité.

L'action de Asmae a pour but de soutenir les enfants vulnérables et leurs familles en fournissant des faits sur mesure et à long soutien durable aux acteurs locaux de travail sur l'éducation et la protection des enfants.

Sa vision, «Un monde juste qui garantit que les enfants puissent

vivre et grandir avec dignité dans leur environnement, à devenir des femmes et des hommes libres qui contribuent à la société», se décompose en quatre missions:

- Stimuler le développement des enfants par une approche globale. Pour ce faire, Asmae travaille également sur le soutien familial en prenant leur environnement en compte;
- Renforcer les capacités des acteurs locaux impliqués dans le développement des enfants, de renforcer la coopération entre eux et de maximiser leur impact social;
- Levez - vous pour les enfants, par la sensibilisation et le plaidoyer;

La suite à la page 15.



La suite de la page 14.

- Expérience, diffuser et partager les pratiques.

Aujourd'hui Asmae soutient des projets d'éducation et de protection par le biais de 64 organisations locales au Burkina-Faso, Egypte, France, Inde, Liban, Madagascar, Mali et Philippines. En outre, en France, Asmae gère aussi directement un centre de soins maternels et infantiles.

- Asmae en Egypte fond:

Asmae est enregistré sous le ministère de la Solidarité depuis mai 2015. Asmae promeut l'éducation des enfants et des soins dans les deux domaines d'intervention: la prévention de l'abandon scolaire et de sous - performance et le soutien aux enfants handicapés. Asmae soutient actuellement huit associations égyptiennes travaillant dans les zones informelles du Grand Caire, à Alexandrie et Arment (Luxor gouvernorat). Équipe Asmae Egypte »est basée au Caire avec quatre personnes (deux traducteurs / interprètes, un assistant de coordination et d'un coordonnateur). Asmae est dans le processus de recrutement d'un agent de projet, un officier de l' administration et des finances et un conseiller technique de développement de l'enfant.

Asmae prévoit d'étendre son intervention à la Haute-Egypte au cours de la période de 2016/2018. Pour ce faire, Asmae prévoit de mener une étude sur le terrain qui permettra d'identifier les besoins, les lacunes et les possibilités dans les domaines de l'éducation et de protection de l'enfance; L'étude sur le terrain aura un accent particulier sur les

besoins des enfants handicapés. Sur la base des résultats de l'étude, Asmae développera un nouveau partenariat en Haute-Egypte avec une association locale opérant dans ce domaine.

Dans le domaine d'intervention «Soutien aux enfants handicapés», Asmae soutient trois associations égyptiennes dont Basmat Association Amal, créée en 2000, par six familles d'enfants poly-handicapés. Leur objectif était de promouvoir l'accès aux centres de services de qualité pour les enfants ayant des besoins spéciaux Asmae soutient depuis Basmat Amal depuis 2009. Asmae fournit un soutien technique et financier aux trois centres de réadaptation pour les enfants ayant des besoins spéciaux.

Le travail de Basmat Amal avec des enfants handicapés peut être défini comme suit:

- Soutien aux enfants handicapés dans les centres de jour, où ils fournissent les enfants avec des séances individuelles et collectives de psychomotricité, orthophonie et l'apprentissage scolaire.
- Les enfants ayant des besoins spéciaux qui peuvent être inscrits dans les écoles passent trois jours au centre et deux jours dans les écoles inclusives.
- les activités de sensibilisation et de soutien aux familles
- Collaboration avec les autorités égyptiennes (_gVirt_NP_NNS_NNPS<_ ministères de l'éducation, de la Solidarité et de la santé) afin de promouvoir l'accès effectif aux droits pour les enfants ayant des besoins particuliers (assurance sociale, l'éducation, etc.).

2- MISSION:

Pour contribuer à la conception et à la mise en œuvre de la zone de Asmae d'intervention «soutien aux enfants handicapés» en Egypte.

3- OBJECTIFS:

Équipe opérationnelle de 3-1 Soutien Basmat Amal dans la définition, le développement, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation du programme de réadaptation pour les enfants ayant des besoins particuliers:

- Renforcer le handicap de la connaissance de Basmat Amal (définition, stratégies, politiques, etc.),
- Soutenir le partenaire dans l'amélioration son programme de réadaptation,
- Effectuer un diagnostic des capacités de Basmat Amal pour aider les enfants ayant des besoins particuliers, en mettant l'accent sur l'éducation spéciale,
- Conception, avec le partenaire, les modules de formation basés sur le diagnostic opérationnel, en mettant l'accent sur l'éducation spéciale,
- Former l'équipe de Basmat Amal sur les sujets identifiés,
- Soutenir l'équipe technique dans la mise en œuvre des formations
- Fournir Basmat Amal avec des modules et outils de formation.

3-2 Contribuer à l'élaboration d'outils, de matériels pédagogiques ainsi que la

La suite à la page 16.



La suite de la page 15.

stratégie relative à l' éducation spéciale:

- Basé sur le diagnostic des besoins de Basmat Amal, d' identifier et d' outils de conception et de matériaux pédagogiques afin de renforcer la capacité du partenaire lié à l' éducation spéciale
- Travailler avec l' équipe Basmat Amal dans les outils et le matériel mise en œuvre
- Participer à la réflexion autour de la stratégie pour l' éducation spéciale (écoles publiques, des salles spécialisées, etc.) avec le coordinateur Basmat Amal et Asmae Pays.

3-3 Participer à la conception et la mise en œuvre de la zone de Asmae d'intervention «soutien aux enfants handicapés»:

- Préparer et faciliter le partage de l' expérience des ateliers entre les partenaires de Asmae,
- Prenez part à un réseau national sur l' éducation et la protection,
- Travailler avec le développement de l' enfant Conseiller technique sur des sujets communs (tels que le développement de l' enfant, la psychologie de l' enfant, des difficultés d' apprentissage, etc.),
- Contribuer à l'étude sur le terrain en Haute - Egypte,
- Prenez part aux activités de bureau et de l' équipe,
- Soumettre un rapport mensuel au coordonnateur national,
- Soumettre un rapport de fin de mission du coordinateur national.

4-PROFILE

Éducation:

- Diplôme (s) dans l' enseignement spécial.

Expériences professionnelles:

- L'expérience de cinq ans dans le domaine de l' éducation spéciale
- Expérience dans des institutions spécialisées et / ou des écoles spécialisées,
- Expérience dans la formation des adultes.

Compétences professionnelles:

- Maîtrise de l'anglais (écrit et parlé),
- Familiar avec Pack Office,
- Le français est un atout.

Qualités personnelles:

- Autonomie,
- Observation et analyse des compétences
- Capacité d'adaptation dans différents contextes culturels et professionnels,
- Capacité à travailler avec des outils limités dans les petits espaces,
- Patience, diplomatie et sens de l' écoute,
- Aptitude à établir la confiance avec les différents partenaires ,

- Dynamisme et initiative,
- Capacité à travailler avec une équipe,
- Capacité à travailler sous pression,
- conditions physiques bonnes.

5- INFORMATIONS PRATIQUES

Durée de la mission: 12 mois

(renouvelable)

Date de début: Janvier 2017

Contrat: candidat égyptien sera employé dans le cadre égyptien contrat de Code du travail; autre candidat sera volontaire dans le cadre du statut des bénévoles de solidarité internationale.

Salaire:

Pour les candidats égyptiens: De 7000 à 9000 livres égyptiennes, selon l' expérience (salaire net)

Pour VSI: 1101 euros net + 342 euros net

Conditions:

Le poste est basé au Caire.

Le poste exige des déplacements fréquents à l' intérieur du Grand Caire et la Haute - Egypte.

Les langues de bureau sont le français, l' anglais et l' arabe. Pour l' arabe non-employé parler, un traducteur / interprète sera fourni.

Selon le plan de sécurité de Asmae, des restrictions peuvent être mises en œuvre pour le personnel international.

6 – CONTACT

CV et lettre de motivation à: <http://www.asmae.fr/fr/jobs/>

Ville Caire

Expériences / Formation du candidat

Éducation:

- Diplôme (s) dans l' enseignement spécial.

Expériences professionnelles:

- L'expérience de cinq ans dans le domaine de l' éducation spéciale

La suite à la page 17.



La suite de la page 16.

• Expérience dans des institutions spécialisées et / ou des écoles spécialisées,

• Expérience dans la formation des adultes.

Langues parlées

• Maîtrise de l'anglais (écrit et parlé),

• Le français est un atout.

Qualité du candidat

Qualités personnelles:

• Autonomie,

• Observation et analyse des compétences

• Capacité d'adaptation dans différents contextes culturels et professionnels,

• Capacité à travailler avec des outils limités dans les petits espaces,

• Patience, diplomatie et sens de l'écoute,

• Aptitude à établir la confiance avec les différents partenaires ,

• Dynamisme et initiative,

• Capacité à travailler avec une équipe,

• Capacité à travailler sous pression,

• conditions physiques bonnes.

Fonctions A n i m a t i o n ,
Formation, Encadrement,
Direction

Activités A n i m a t i o n ,
Formation, Education

Pays Moyen Orient, Egypte

Contrat Volontariat /
service civique

Durée du contrat

Durée de la mission: 12 mois

(renouvelable)

Salaire / Indemnité

Salaire:

Pour les candidats égyptiens: De 7000 à 9000 livres égyptiennes, selon l' expérience (salaire net)

Pour VSI: 1101 euros net + 342 euros net

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation à:
<http://www.asmae.fr/fr/jobs/>

Nom de la personne contact

Franck GUIHO

Email de la personne contact
recrutement@asmae.fr

Postuler en ligne <http://www.asmae.fr/fr/jobs/>

Date de fin de validité
15/02/2017



Avis de recrutement

Poste: Chargé d'insertion professionnelle

Description

L'Association Coup de main a été créée en 1995 et conçue comme un lieu de vie, d'accueil, de travail et de solidarité ; valeurs partagées avec le Mouvement Emmaüs, rejoint depuis 2011.

Un double objectif :

Etre en appui aux personnes pour les aider à surmonter leurs difficultés socio-professionnelles et à réunir les conditions de leur autonomie

Favoriser le réemploi des objets et participer activement

aux initiatives favorisant une économie circulaire et un développement durable

Trois modes d'actions de natures différentes et complémentaires :

Maraude d'intervention sociale vers les familles roumaines

Hébergement et accompagnement

Insertion par l'activité économique avec deux chantiers d'insertion structurés autour d'activités de collectes, réparations, revalorisation et vente

Une mobilisation visant à intégrer dans l'économie sociale

et professionnelle des personnes très éloignées de l'emploi.

Au-delà de notre mission d'accompagnement, notre cœur de métier est celui du réemploi des objets auquel sont associées des activités de collecte, de réparation/revalorisation et de revente sur différents sites.

Nos activités sont implantées principalement sur le Nord/Est parisien, entre un siège social implanté à Pantin, et différents lieux d'intervention sur Paris 18ème et Paris 20ème. Elles sont financées par nos activités de revente, ainsi que par des financements publics et privés, pour un budget global avoisinant

La suite à la page 18



La suite de la page 18

les 3 millions d'euros.

DESCRIPTION GENERALE DU POSTE A POURVOIR

Le/la chargé-e d'insertion socioprofessionnelle est placé-e sous l'autorité de la coordinatrice et sera en charge de la mission d'accompagnement social et professionnel au sein des deux chantiers d'insertion portés par l'association, en collaboration avec l'équipe d'accompagnement et d'encadrement.

MISSION

- Elaborer avec chaque salarié, en lien avec le référent de parcours extérieur à la structure, un parcours d'insertion précisant les principales échéances et les moyens qui seront mis en œuvre,
- Formaliser ce projet avec des étapes de parcours,
- Réaliser des entretiens et bilans réguliers sur l'évolution du salarié en insertion,
- Accompagner le salarié dans les démarches administratives liées à sa reprise d'activité et à l'accès aux droits,
- Organiser des ateliers : simulations d'entretiens d'embauche, aide à la rédaction de CV, code du travail, etc....
- Accompagnement des personnes en insertion aux différentes manifestations pertinentes pour leur recherche d'emploi et dans le milieu de l'entreprise,
- Echanger des informations sur l'activité ou le suivi des salariés

en insertion (projets individuels, production, cohésion du groupe, ...) au sein de l'équipe.

- Participer aux réunions d'équipes hebdomadaires avec les chargé(e)s d'accompagnement Socioprofessionnel et les encadrants techniques. Il y fait remonter les informations et s'appuie sur le collectif pour la prise de décision.
- Représenter Coup de main auprès des partenaires et financeurs.

Capacité d'adaptation à un contexte nécessitant polyvalence, souplesse et réactivité,

Sens de l'initiative et autonomie dans le travail,

Goût du travail en équipe et sur le terrain (participation au travail des équipes),

Sens de l'écoute, de l'accueil et de l'analyse,

Rigueur et méthode, vous avez le sens de l'organisation et de l'improvisation,

Autorité naturelle permettant de vous adapter, une capacité à gérer les situations d'urgence

Ville Paris

Expériences / Formation du candidat

Chargé d'insertion professionnel qualifié (3 ans d'expérience minimum souhaitée)

Connaissance et expérience du travail avec des publics en insertion,

Connaissance des institutions et des partenaires liés aux SIAE,

Sens de l'initiative et autonomie dans le travail

Ecoute, esprit de synthèse

Intérêt à co-construire et structurer un projet dans l'esprit de l'association et dans la continuité de l'activité déjà existante

Qualité du candidat

Être ouvert aux valeurs portées et défendues par le mouvement Emmaüs et l'association Emmaüs Coup de main,

Fonctions Autre

Activités Social

Pays Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

1 an avec possibilité de renouvellement en CDI

Salaire / Indemnité

Grille de salaires de la convention des ACI

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Email de la personne contact florence.manlius@coupdemain.org

Date de fin de validité **10/02/2017**



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
 version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

21/01/2017 AU 28/01/2017 Groupe II

GROUPE 1		19	La Famille	25 43 06 85
N°	PHARMACIE	20	Marlass	78 55 00 52
1	Aéroport	21	Martin	25 50 84 59
2	Amaro	22	Meteba	25 33 53 33
3	Ar-rahma	23	Nayira	25 48 18 41
4	Augustine	24	Neima	25 35 56 82
5	Barwende	25	Nemadis	25 37 30 41
6	Boulmiougou	26	Progrès	25 43 01 62
7	Cité An III	27	Providence	25 31 86 48
8	Dapoya	28	Rood Wooko	25 30 88 90
9	Delwindé	29	Sangoulé Lamizana	25 41 13 00
10	Denisa	30	Schifeyi	25 40 27 42
11	Faso	31	Sig-Noghin	25 35 09 77
12	Flayiri	32	Sigri	25 41 21 48
13	Hamdalaye	33	Sud	25 38 42 82
14	Heera	34	Talba	25 36 22 25
15	Jabnéel	35	Tanko	25 35 15 57
16	Jourdain	36	Univers	25 41 99 65
17	Karpala	37	Wati	25 38 52 92
18	Koulouba	38	Yobi	25 31 16 30

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
 Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
 ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
 SONABEL: 25 30 61 00
 Aeroport: 25 30 65 15
 Police secours: 25 30 71 00
 Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
 Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
 ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11
 11
 SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
 Aeroport: 20 97 00 70
 Burkina secours: 20 97 01 43
 Police secours: 17
 Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
 Burkina Faso
 Tél: + 226 76609721
 E-mail: redaction@sc-mail.info
 Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
 n°5509P /2013/ CAO/TGI. O/P.F.
 n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
 OTC
 Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
 Siaka GOW

Directrice des rédactions
 Eliane Bayala

Equipe de reportage
 - Bernard M' Pempé Hien
 - Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
 - Francois blanc
 - Boureima Sogoba
 - Augustin Irwya Quedraogo
 - Tigiane Antoine Ki
 - Blaise Sama
 - Jean Paul Yekpaye
 - Mamadou Goh
 - Désiré Guigma
 - Jérôme Bissyendé
 - Frédéric PoOda
 - Valentin Quedraogo
 - Moumouni Guio
 - Nicole Quedraogo
 - Amédée Silga
 - Karim Koala
 - Ouaboué Bakouan
 - Albert Tarpaga
 - Paul Soma
 - Arjouman Saganogo
 - Joseph Kaboré
 - Valentin Singbéogo
 - Issa Sepama
 - Hermann Toé
 - Steven Issouf Barro

Correspondants pays
 Montage
 Eliane BAYALA
 Oeil du professionnel

Distribution
 Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
 +226 72080505
 +22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
 +226 61 07 20 20

Représentation Bobo-Dioulasso
 Tél: +226 20954746
 +226 72070909

25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf